



**Formation spécialisée dite « des carrières »
de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et
des Sites (CDNPS) de la Haute-Garonne**

Procès-verbal de la réunion du jeudi 6 octobre 2022 à 14h30
en visio-conférence

Présidence : M. DARGENT, Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Gaudens

Liste des membres de la CDNPS « carrières » présents

Prénom Nom	Représentant de
Sébastien GRENINGER	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement/ Unité interdépartementale 31-09
Jean-Marc AVIGNON	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement/ Unité interdépartementale 31-09
Peggy MAX	Direction départementale des territoires de la Haute-Garonne
Julien KLOTZ	Conseil départemental de la Haute-Garonne
François DEPRez	Maire de Saint-Elix-le-Château
Marie-Thérèse LACOURT	Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne
Guillaume CASTAING	Association Nature Comminges
Gaël DURBE	Fédération départementale des associations agréées de la Haute-Garonne pour la pêche et la protection du milieu aquatique
Bruno LABISSY	Unicem
Christophe CAMART	Unicem

Liste des membres ayant donné mandat :

Thierry ROBOAM, représentant de la fédération régionale des travaux publics, donne mandat à Christophe CAMART.

Quorum : 10 personnes présentes et 1 mandat

Autres participants :

- Thierry ROUSSET, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie/ Direction des risques industriels/ Département sol, sous-sol, éoliennes ;
 - Rébecca FONTAINE, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement/ Unité interdépartementale 31-09 ;
 - Bérengère JULIA, Direction départementale des territoires de la Haute-Garonne ;
 - Frédéric FOURNIER, Conseil départemental de la Haute-Garonne.
-

M. le sous-préfet ouvre la séance et indique que le quorum est atteint (fixé à 7 personnes présentes ou représentées).

Il précise l'objet de la réunion consacrée à l'analyse, par la CDNPS formation des carrières, du projet de schéma régional des carrières (SRC) de l'Occitanie, introduit par la loi ALUR du 24 mars 2014, qui a vocation à se substituer aux différents schémas départementaux.

Il indique aux membres que le document qui leur est soumis a fait l'objet d'une large consultation des différents partenaires, notamment les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ainsi que les structures qui portent les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et le public.

Il cède la parole à Mr. Thierry ROUSSET, rapporteur, en charge du pilotage des travaux d'élaboration du schéma régional des carrières à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie/ Direction des risques industriels/ Département sol, sous-sol - éoliennes.

M. ROUSSET présente le diaporama annexé au présent procès-verbal, structuré en trois parties :

- une 1^{er} partie exposant les finalités, les enjeux du schéma et les différentes étapes de son élaboration ;
- une seconde partie, consacrée à la présentation de ses orientations et des principales dispositions (volet opérationnel) ;
- une dernière partie sur le calendrier à venir.

Il insiste, en particulier, sur :

- l'état de projet du document présenté sur lequel l'avis des membres est sollicité ;
- la vocation du schéma, document de planification à 12 ans, pour assurer un approvisionnement en matériaux pour le marché du BTP (granulats), de l'industrie (minéraux industriels) ou de la construction plus traditionnelle (roches ornementales) ;
- l'évaluation de sa mise en œuvre avec une éventuelle mise à jour ou une révision à mi-parcours (6 ans), introduite par le décret n°2015-1676 du 15 décembre 2015 ;
- la compatibilité des autorisations d'exploitation des carrières avec le schéma ;
- la méthode de travail collégiale mise en place pour élaborer le schéma avec des groupes de travail thématiques, géographiques (26 bassins définis à l'échelle de la région) et des réunions de travail bilatérales avec les partenaires ;
- les éléments constitutifs du schéma qui se compose :
 - d'une notice, susceptible encore d'évoluer suivant l'avancée du SRC ;
 - d'un rapport qui comprend notamment le bilan des schémas départementaux, un état des lieux et une analyse des enjeux, une vision prospective avec des scénarios d'approvisionnement, des orientations (6), objectifs (22) et mesures opérationnelles (61) pour lesquels des modalités de suivi et d'évaluation du SRC sont fixées,
 - des documents cartographiques associés.

Tous ces éléments sont disponibles sur la plateforme dédiée Picto :

https://www.picto-occitanie.fr/accueil/thematiques/schema_regional_des_carrieres

(À noter que ce lien avait été communiqué par M. ROUSSET à l'ensemble des membres par courriel du 28 septembre 2022).

- les étapes de l'élaboration du schéma, dont les travaux ont été lancés mi-2018, avec l'organisation de quatre COPIL, présidés par le préfet de région ou la DREAL (permettant l'information et la validation des principales étapes de construction), une 1^{er} étape de consultation sur l'avant-projet, évoquée en introduction par M. le sous-préfet (concertation préalable du 7 février au 9 mars 2022 et

saisine des EPCI du 12 janvier au 12 avril 2022), une seconde étape de consultation, actuellement en cours (dont la saisine des CDNPS, objet de la présente séance), et une ultime mise à disposition du public (début 2023) ;

- la production régionale en matériaux, représentée à plus de 87 % par la production de granulats (39 M de tonnes/ an) avec un peu moins de 500 carrières (310 carrières de matériaux de construction/ BTP, 120 carrières de roches ornementales et de construction, 60 carrières de roches et minéraux industriels) ;

- l'approche environnementale du projet de schéma, avec la prise en compte des enjeux relatifs à l'eau, la biodiversité et le paysage, mais également à l'agriculture et à la forêt qui font l'objet d'enjeux spécifiques formulés par la DRAAF. Ces enjeux ont été classifiés au regard de la sensibilité des milieux, allant du niveau 1, interdisant eu égard à la réglementation toute exploitation de carrières, au niveau 4, comprenant de moindres enjeux. Le tableau de cette classification figure en annexe du rapport du projet de SRC ;

- le caractère prospectif du schéma avec l'étude de trois scénarios d'approvisionnement selon les familles d'usage. Les réflexions se sont principalement concentrées sur les granulats au regard de sa proportion dans la production régionale.

Le scénario retenu est celui qui a les conséquences les plus favorables au regard des enjeux environnementaux, paysagers, patrimoniaux, sociaux, techniques et économiques, tout en garantissant un approvisionnement satisfaisant du marché et sans perdre de vue la hiérarchie des normes (le SRC prend en compte SRADDET, notamment pour les matériaux secondaires issus du recyclage, il est compatible avec le SDAGE et les SAGE, les chartes des parcs naturels régionaux et nationaux et s'impose, dans un rapport de compatibilité, aux SCOT et PLU).

Ces scénarios ont été élaborés selon plusieurs paramètres afin de déterminer l'évolution du besoin :

- l'évolution de la population (scénario central de l'INSEE) ;
- l'évolution de l'activité économique à travers les six grands projets retenus présentant un impact notable sur la consommation régionale de granulats dont, pour le bassin toulousain, la LGV Bordeaux/ Toulouse, l'élargissement de l'A61, l'autoroute Toulouse-Castres, le plan de rénovation de Toulouse avec la 3^e ligne du métro ;
- l'évolution des modes de construction (notamment la part des matériaux recyclés dans le mix granulats).

2 postulats ont été retenus :

- pas d'évolution des besoins par usage de granulats (hors grands travaux) ;
- pas d'évolution des flux d'import/ export de granulats (les limites de l'import/ export étant les limites de la région Occitanie avec l'importation et l'exportation d'environ 1M de tonnes/ an, répartis de manière assez diffuse (Nouvelle Aquitaine, Rhône-Alpes avec la frange du massif central et PACA, les flux avec l'Espagne étant minimales) ;

- l'articulation du SRC avec le Schéma régional déchets porté par conseil régional (SRADDET) et la prise en compte de ses objectifs en matière d'évolution des matériaux recyclés issus du BTP qui viendra en substitution des matériaux prélevés dans le milieu naturel dans les carrières. L'objectif d'accroissement des matériaux recyclés est de 3000 Kt jusqu'en 2031, dont 1800 Kt valorisés en centrale d'enrobage (avec notamment un fort potentiel sur Toulouse en matériaux secondaires, le bassin toulousain représentant près de la moitié de la ressource d'Occitanie) ;

- Le choix d'un scénario tendanciel (médian) pour l'évolution des besoins en granulats parmi les trois hypothèses étudiées, avec un point de départ à 39 M de tonnes et un atterrissage à 42 M de tonnes à l'horizon 2031. Il a été estimé collégialement comme étant le plus à même de répondre aux différents enjeux (sociaux, environnementaux, économiques etc.), tout en garantissant l'approvisionnement du marché. Ce scénario présente deux pics, un autour de 2023-2024 et un autour de 2027-2028, correspondants aux besoins cumulés des grands travaux. L'évaluation du schéma à 6 ans avec un suivi des besoins de la production, permettra de vérifier la justesse du choix de ce scénario et si nécessaire de l'ajuster.

- l'équilibre régional en 2017 grâce aux échanges inter-bassins avec des bassins excédentaires en production par rapport à leur besoin et d'autres en tensions (12 bassins déficitaires). Toutefois, une vingtaine de bassins pourraient se retrouver en tension à l'horizon 2031, avec seulement 2 bassins en sur-production (contre 7 en 2017) selon la projection théorique réalisée à partir des fins d'autorisations administratives d'exploiter (sans préjuger des renouvellements ou nouvelles autorisations de carrières) ;

Plus particulièrement sur la Haute-Garonne, le bassin de Toulouse (l'un des bassins les plus consommateurs de l'Occitanie consommant à lui seul 17 à 18 % des granulats de toute la région) produit 76 % de sa consommation. Il est soutenu par la production des bassins voisins (Montauban, Neste, Comminges et Ariège Pyrénées). En intégrant son besoin en grands travaux, son autonomie baisse à 30 % environ en 2025 (40 % sans les grands travaux), d'où l'importance de maintenir son niveau actuel d'autonomie.

Le bassin de Comminges, quant à lui est excédentaire. Sa bonne autonomie devrait perdurer jusqu'en 2028-2029, horizon à partir duquel il devient légèrement déficitaire. Cette échéance doit être anticipée, sa capacité de production étant nécessaire au maintien d'un bon équilibre régional local (soutien des bassins limitrophes, les granulats étant des matériaux pondéreux, une livraison par voie routière au-delà de 30 km n'est plus considérée comme économiquement viable) ;

- Une estimation de la baisse de la production des minéraux industriels à hauteur de 50 % d'ici 2031 (34 carrières arrivant en fin d'autorisation administrative sur la période, encore une fois sans préjuger des possibles renouvellements) alors que les besoins sont croissants, évalués à + 9 % entre 2017 et 2031. Par conséquent, des renouvellements, des extensions, voire des créations de carrières sont indispensables pour cette famille d'usage ;

- Pour les roches ornementales et de construction (production actuelle de l'ordre de 230 000 kilos tonnes), une stabilisation du besoin est envisagée. Pour autant, potentiellement, une fin administrative de l'ordre de 40 carrières est prévue, exigeant là aussi de nouvelles autorisations ;

- Par conséquent, quelle que soit la famille d'usage, des renouvellements, extensions ou création d'exploitation sont à prévoir pour soutenir les besoins. Le projet de schéma régional des carrières propose de privilégier les renouvellements et extensions pour ne pas miter davantage le territoire.

M. ROUSSET rappelle également succinctement les principales orientations et objectifs du projet de SRC qui vise notamment un approvisionnement économe et rationnel en matériaux (orientation 1) ainsi qu'un recours accru aux ressources secondaires, issues du recyclage, et aux matériaux de substitution (orientation 2).

Pour les orientations 3 et 4 relatives, respectivement, au respect des enjeux environnementaux pour l'implantation et l'exploitation des carrières et à la remise en état concertée et adaptée, il détaille certaines mesures. Sont évoqués, notamment, pour une meilleure intégration des carrières dans le paysage : l'utilisation des guides de bonnes pratiques existants, la recommandation faite aux exploitants, quand les enjeux le justifient, de faire appel à un paysagiste concepteur, de réaliser un suivi photographique de l'exploitation de la carrière (avec un pas de temps maximum de 5 ans même si une fréquence annuelle est optimum), d'établir un plan d'ensemble de secteur lorsqu'il y a un grand nombre de carrières afin de concevoir un plan de réaménagement d'ensemble à l'échelle d'une vallée ou d'un massif, de mettre en place une large concertation sur le projet de remise en état avant la création de toute nouvelle carrière (collectivités, propriétaires de terrains, usagers, administrations ...) et de privilégier la remise en état agricole et forestière lorsque l'usage était agricole ou forestier avant l'exploitation.

L'orientation 5, « avoir recours à une offre de transport compétitive et à moindre impact sur l'environnement », renforce le principe de proximité pour l'approvisionnement des chantiers. Tout en restant pragmatique (aujourd'hui 95 % des transports sont effectués par la route, 4 % par voie ferrée, environ 1 % par voie d'eau), il est demandé, pour les projets autorisant une production supérieure à 500 000 tonnes/ an, une étude comparative de tous les modes de transport alternatif à la route.

La dernière orientation ne contient qu'une seule mesure qui consiste à la mise en place d'un observatoire des matériaux rassemblant toute une chaîne d'acteurs comme l'administration, les fédérations professionnelles, les collectivités, les associations, le Conseil régional, etc. L'objectif est

de suivre les besoins, les ressources et les usages des matériaux. M. ROUSSET mentionne à ce titre une pré-étude de pertinence et de faisabilité en cours afin d'évaluer la mise en place de cet outil dans l'écosystème économique actuel. Menée par la cellule économique régionale de la construction, les premières conclusions sont attendues courant octobre. Par ailleurs, pour permettre une évaluation et un suivi du schéma, différents indicateurs seront mis en place. Ils sont énumérés dans la partie b) du rapport orientations, objectifs et mesures.

M. ROUSSET termine sa présentation en évoquant les prochaines échéances, à savoir, un cinquième COPIL à l'issue des consultations qui sont en cours (pour modifier le schéma en fonction des remarques qui seront émises et retenues), puis une dernière phase de consultation du public avant stabilisation du schéma, un éventuel autre COPIL et une approbation par le préfet de région du SRC vers mars/avril 2023.

M. le sous-préfet remercie M. ROUSSET pour cette présentation, très pédagogique et complète puis donne la parole aux membres pour un temps d'échange et de débat.

Mme LACOURT, demande si le diaporama présenté avait été transmis et s'il sera mis à disposition pour pouvoir le retravailler.

M. le sous-préfet confirme que le document sera annexé au procès-verbal. Pour autant, il précise que les membres sont amenés à voter en fin de séance sur le projet de SRC Occitanie. Des éléments avaient été adressés préalablement, sachant que nous sommes dans un pas de temps assez resserré.

Mme LACOURT constate que nous nous acheminons vers une consommation identique à ce que nous avons connu jusque-là. Elle espérait que, malgré le développement de nos territoires, nous puissions arriver à trouver des solutions moins impactantes sur le milieu. Elle pense, notamment, à la Haute-Garonne qui ressemble déjà beaucoup à un « gruyère ». Or, elle croit comprendre que cela va encore s'amplifier. Il s'agit donc de travailler davantage à limiter nos besoins. Elle indique être toujours horrifiée quand elle voit que nous continuons à construire des ronds-points « à tour de bras » et que ces ronds-points sont réalisés avec des matériaux inertes, du galet, etc. qui pourraient être utilisés à d'autres fins. Elle préférerait, et cela résoudrait une partie de la problématique de l'imperméabilisation, que ces ronds-points soient faits avec de la terre et des végétaux bas. Elle pense qu'il est nécessaire de se donner les moyens de revoir certains aménagements routiers qui sont de gros consommateurs alors que nous pourrions les concevoir différemment. Il en va de même pour les parkings.

Ces questions vont bien au-delà du schéma des carrières, néanmoins le terme de sobriété doit également s'y appliquer. Une vigilance s'impose pour conserver du territoire agricole dans tous les départements et être plus productif. Chaque fois que nous perdons du territoire, affirme t-elle, nous remettons en cause la sécurité alimentaire qui peut nous faire défaut très rapidement.

Elle comprend la nécessité d'être à proximité des bassins de consommation mais indique qu'il y a certainement des possibilités d'amélioration dans les modalités de transport du granulat lorsque plus de 90 % de l'acheminement se fait par voie routière. Une réflexion sur le transport par voie ferrée doit être menée pour permettre d'accroître les distances entre sites de production et bassins de consommation.

Un autre point est soulevé par la chambre d'agriculture : le suivi de la nappe qui ne lui semble pas être correctement réalisé actuellement lorsque les gravières sont refermées (problème de granulométrie lors des remblaiements). Elle souhaiterait qu'il y ait un vrai travail d'études effectué permettant de s'assurer qu'il n'y a pas d'impact négatif sur le fonctionnement de la nappe.

Concernant la limitation des sites d'extraction, Mr ROUSSET répond que le schéma demande de privilégier le renouvellement et l'extension des carrières existantes, versus de nouvelles carrières, afin de limiter le mitage. Au-delà, il y a un enjeu collectif de maîtrise de la consommation de matériaux primaires (granulats issus des carrières) en maintenant en 2031 le niveau actuel de consommation. C'est un pari ambitieux au regard des grands chantiers à venir et des perspectives d'évolution démographiques évoqués. Toutefois, ces besoins doivent pouvoir être compensés par l'augmentation

dans le mix granulats des ressources secondaires. En passant de plus de 3 M de tonnes à 5 M de tonnes par an, la DREAL pense que l'impact sur le milieu naturel peut être maîtrisé.

Parallèlement, le schéma demande à veiller au bon usage des matériaux et notamment des matériaux alluvionnaires, à ne plus utiliser pour des remblais mais à réserver pour des usages plus nobles et plus resserrés.

S'agissant de la préservation de la nappe, il est demandé à ce qu'il y ait systématiquement une étude hydrologique pour toute nouvelle carrière ou toute extension de carrière existante.

M. KLOTZ remercie la DREAL pour cette présentation et le travail important mené avec une recherche du meilleur équilibre entre la poursuite des activités industrielles, économiques et les enjeux écologiques. Sur le volet écologique, plusieurs mesures vont dans le bon sens comme la volonté de privilégier les extensions aux créations de carrières, en particulier pour le granulat qui est le plus impactant, de ne pas miter le territoire, de développer les ressources secondaires, ou d'argumenter le renouvellement et l'extension des carrières au regard du besoin.

Au vu des enjeux, il s'interroge sur la possibilité de faire une évaluation du schéma à plus courte échéance. Il propose un point tous les 3 ans. Avec une évaluation à 6 ans, la durée restante de mise en œuvre ne lui paraît pas suffisante pour prendre, si nécessaire, de nouvelles mesures et permettre d'en voir les effets quant aux réajustements du schéma recherchés.

Par ailleurs, le travail d'élaboration du schéma ayant commencé depuis un certain temps, il demande si le document prend en compte les récentes contraintes imposées par la loi climat et résilience (telles que « zéro artificialisation nette ») ou la crise sécheresse de cet été. Il évoque également l'anticipation faite sur la nouvelle norme de construction R2020 et l'évolution des besoins en granulats pour la construction de logements. En ce sens, il aurait souhaité qu'en termes de dynamique de consommation, soit retenue l'hypothèse basse et non l'hypothèse tendancielle. Ce choix, sans effet sur les autorisations d'ouverture ou de prolongation de carrières à venir, permettrait d'afficher dans le SRC une volonté de réduction de la consommation des ressources et une prise en compte des enjeux de lutte contre le réchauffement climatique.

Plus spécifiquement, le Conseil départemental propose de rendre obligatoire la mise en place d'un suivi écologique, seulement encouragé dans la mesure 3.5.1 du schéma.

M. ROUSSET précise que l'évaluation à mi-parcours est prévue par les textes relatifs au SRC. Les travaux de suivi du schéma seront permanents et effectués au fil de l'eau. Pour le bilan à 6 ans, les 1^{er} collectes et les 1^{er} réflexions commenceront en amont. Une évaluation à 3 ans serait très compliquée à mettre en œuvre.

Concernant le scénario de consommation basse, M. ROUSSET indique qu'il n'a pas été retenu au regard de la prospective des besoins réalisée. Il rappelle que le SRC c'est uniquement une estimation des besoins et non une autorisation de consommer ou un objectif de consommation.

La loi climat et résilience ainsi que les autres textes cités, sont arrivés avec un décalage certain pour avoir pu être pris en compte totalement dans les scénarios. Ces textes seront davantage intégrés lors du bilan à 6 ans d'autant qu'il est trop tôt pour en apprécier les effets sur la consommation et les politiques publiques (sachant que le bâtiment représente 30 % de la consommation et les travaux publics 70 %).

M. ROUSSET termine en soulignant à nouveau l'ambition du SRC qui prône le statu quo d'ici à 12 ans en termes de prélèvement de ressources primaires dans le milieu naturel.

M. le sous-préfet note l'évaluation à 6 ans stipulée par les textes mais demande si à l'échelle départementale, des points de rendez-vous informatifs sont prévus pour les acteurs, et notamment les membres de la CDNPS carrières, au-delà des séances où sont examinées les dossiers de demandes d'autorisations.

M. ROUSSET indique qu'aucun point au niveau départemental n'est prévu par les textes relatifs au SRC, hormis peut-être dans le cadre du projet d'observatoire si celui-ci abouti.

Mme MAX ajoute que la CDNPS formation carrières de la Haute-Garonne se réunit très rarement puisque la doctrine régionale prévoit de soumettre à l'avis de la commission uniquement les dossiers de demande d'autorisation environnementale pour les projets de carrière (création, renouvellement et extension) soumis à évaluation environnementale. Pour les projets sans étude

d'impacts, une information par courriel est faite aux membres (transmission de l'avis et des conclusions du commissaire enquêteur ou, le cas échéant, du bilan de la Participation du Public par Voie Électronique, accompagnés de la note de présentation non technique figurant au dossier).

M. KLOTZ remercie les intervenants pour ces réponses et manifeste son intérêt pour la mise en place d'un observatoire qui permettrait d'avoir, non pas dans un format aussi lourd à mettre en place que le schéma, un outil plus léger et plus rapide à suivre, avec si possible la participation du Conseil départemental qui n'est pas explicitement cité dans la liste des collectivités proposées dans le document présenté.

M. AVIGNON confirme que les CDNPS formation carrières sont plus rares. Il est en poste depuis plus d'un an et c'est la 1^{er} à laquelle il assiste du fait de l'évolution de la réglementation et de la raréfaction des nouvelles autorisations (création). Il indique toutefois que plusieurs projets sont à venir et devraient permettre la réunion, à minima annuelle, des membres de la commission. S'agissant du suivi du SRC en CDNPS, il estime qu'il sera surtout fonction des évolutions qui pourront être constatées dans le cadre des dossiers à venir. Actuellement, l'objectif est le respect du schéma départemental des carrières dont les orientations sont relativement conformes à celles du schéma régional mais il pourrait être envisagé un point à l'ordre du jour d'une commission pour faire des remontées en vue notamment de l'évaluation à 6 ans. Il évoque également la nécessité de consulter la profession qui est plus à même d'évaluer les volumes globaux consommés dans les différentes catégories.

M. LABISSY souligne la qualité de l'étude économique qui démontre que l'absence de renouvellement de la ressource autorisée (prolongation, extension mais aussi création) conduirait à moyen terme à une pénurie de granulats face à l'activité des bassins.

L'Unicem a également apprécié les cartographies en couleur qui montrent bien l'évolution de la mise en tension des bassins ainsi que l'intérêt porté aux matériaux secondaires. Le scénario tendanciel qui a été retenu à l'horizon 2031 avec des besoins stables et une augmentation de la ressource secondaire en matériaux lui convient pleinement, de même que la prise en compte de la notion de production de proximité puisque, comme cela a été évoqué, ce sont des matériaux dont le transport présente des coûts très élevés.

Elle adhère également à la création d'un observatoire des matériaux permettant la production de données et le partage de la connaissance pour le suivi du SRC, l'estimation des besoins etc.

En revanche, M. LABISSY aurait souhaité que le SRC aille plus loin dans l'affirmation de l'intérêt public de l'approvisionnement en matériaux des carrières, au regard notamment des exigences liées aux demandes de dérogation espèces protégées mais aussi des enjeux de planification portés sur les documents d'urbanisme. L'absence de références et de propositions sur ce sujet d'intérêt public majeur représente une véritable lacune dans le projet actuel de schéma. L'Unicem demande donc que figure dans le document l'indispensable besoin de renouveler les matériaux pour l'aménagement de nos territoires, ce qui correspond bien à la conclusion du scénario retenu pour la satisfaction des besoins futurs. Selon lui, ne pas signifier l'intérêt public des matériaux dans les bassins de consommation sous tension équivaldrait à revenir sur les conclusions du SRC.

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le SRC ne lui paraît pas non plus suffisamment assurée. L'un des objectifs du schéma est de garantir l'accès aux gisements exploitables et d'intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire. (SCOT, PLU et PLUi).

Enfin, l'Unicem demande s'il est encore possible de modifier certains documents, d'amender certaines notes ou si les membres de la CDNPS doivent voter aujourd'hui.

M. le sous-préfet confirme que la CDNPS doit bien se prononcer à l'issue de la séance sur la base des observations ou des réserves que les membres auront exprimées.

Il indique que la garantie de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme lui semble garanti de par le droit et sollicite des précisions sur les attentes de l'Unicem en matière d'intérêt public donné aux matériaux.

En réponse, M. LABISSY évoque le projet de ZIG (zone d'intérêt granulats) qui avait été envisagé et qui pourrait faciliter la mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Il s'agit pour l'Unicem de renforcer la notion d'intérêt public dans les bassins en tension pour permettre une meilleure acceptabilité des exploitations, complète M. CAMART.

M. ROUSSET souligne que le SRC marque bien l'importance des matériaux puisqu'il énonce clairement que le besoin en granulats est un impératif. Pour autant, il indique qu'il est difficile d'aller plus loin sur ces sujets. Le SRC ne pourra pas aborder la question des dérogations espèces protégées. Pour ce qui est de la notion d'intérêt public, le schéma prône davantage le dialogue et l'écoute entre les acteurs pour parvenir à une meilleure acceptabilité des carrières. Il n'est pas certain que l'intérêt public, qui plus est majeur, permette d'ailleurs d'améliorer l'acceptabilité des populations des territoires vis-à-vis des exploitations.

Sur la question de l'intégration du SRC dans les documents d'urbanisme, il confirme les éléments de réponse du préfet. Toutes les élaborations et révisions prescrites à partir du 1^{er} avril 2021 sont soumises à compatibilité.

M. le sous-préfet fait un point sur les observations et questionnement émis. Il indique ne pas avoir noté de demande de modification dans l'écriture du projet. Les remarques formulées seront consignées dans le compte-rendu de la séance et l'avis de la CDNPS sera transmis avant le 8 novembre prochain au préfet de région. Suite à la réunion de deux comités de pilotage encore programmés, le SRC sera approuvé par arrêté du préfet de région.

Il convient de noter que certaines instances représentées à la CDNPS formation carrières sont également présentes dans le COPIL du SRC répartis en 4 collèges : l'administration, les collectivités, les professionnels et les personnes qualifiées.

Mme LACOURT souhaiterait que puisse être ajouté au compte-rendu sa sollicitation d'inscrire au SRC la notion d'économie vers laquelle il doit tendre.

Par ailleurs, elle est surprise de la place de l'agriculture qui arrive en toute fin de schéma alors que la protection du territoire agricole représente un véritable enjeu.

M. ROUSSET précise que l'état des lieux et les enjeux ont été traités avec la collaboration de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt. Les mesures relatives à la protection de l'agriculture ont été préconisées et rédigées par la DRAAF qui est actuellement interrogée sur le projet de SRC lors de cette phase de consultation. La DREAL est en attente de son avis ainsi que de celui de la chambre régionale de l'agriculture consultée également.

Il ajoute qu'il n'y a, par ailleurs, aucune classification hiérarchique dans l'écriture des enjeux SRC qui sont traités au même niveau.

M. le sous-préfet remercie M. ROUSSET pour ces précisions qui permettent d'évoquer les consultations encore actuellement en cours, notamment : la DRAAF, la CRA, les parcs régionaux et nationaux, l'INAO, le centre national de la propriété forestière, les comités de bassin (SDAGE), la cellule économique régionale de la construction, l'observatoire régional des déchets, le Conseil régional, les Conseils départementaux et les autres CDNPS qui ne se sont pas encore exprimées (à ce jour 5 CDNPS se sont tenues sur l'Occitanie).

M. KLOTZ demande un éclaircissement sur la méthode. Il s'interroge sur la possibilité d'apporter des modifications au document compte-tenu de sa soumission concomitante à l'avis de nombreuses autres instances et collectivités.

M. ROUSSET répond qu'il est tout à fait possible de formuler des observations. Elles viendront nourrir les réflexions sur le projet avant la finalisation de sa rédaction.

En ce cas, M. KLOTZ souhaite que soit mentionné que le Conseil départemental partage les remarques émises par la chambre d'agriculture sur la question de l'artificialisation des terres. Bien qu'elle apparaisse comme un point de vigilance dans le document, elle mériterait d'être formulée plus explicitement.

M. ROUSSET note ce point d'attention qui sera étudié mais attire l'attention des membres sur le fait que les carrières ne sont pas considérées comme des activités concourant à l'artificialisation des sols (confirmé par le décret du 29 avril 2022 qui publie la nomenclature de l'artificialisation des sols pour la fixation et le suivi des objectifs dans les documents de planification).

M. CASTAING évoque l'étude économique mentionnée lors de la présentation, à laquelle il n'avait pas eu accès lors de la première phase de consultation. De même, il demande si des bilans des schémas départementaux des carrières ont été réalisés, notamment sur le plan environnemental, et, le cas échéant, s'ils ont été communiqués.

M. ROUSSET indique que les études économiques sont consultables sur le site Picto cité précédemment. Elles figurent dans le document « état des lieux et analyse des enjeux ». Sur ce site sont disponibles également la synthèse et les bilans des 13 schémas départementaux des carrières.

M. CASTAING exprime la même inquiétude quant à l'artificialisation des sols et rappelle les engagements qui ont été pris au niveau régional. Il mentionne un courrier du préfet de région allant dans ce sens et alertant les préfets de départements sur un étalement urbain de plus en plus marqué. Il souhaiterait donc que le nouveau schéma des carrières prenne en compte ces engagements. Parallèlement, les associations restent vigilantes sur les extensions de carrières, dont les besoins à long terme doivent être avérés et les impacts sur la biodiversité limités. Il ajoute qu'il ne pourra se prononcer sur le projet de SRC qu'après analyse des bilans des schémas départementaux, d'autant que plusieurs questions avaient été transmises lors de la 1^{er} consultation auxquelles, il ne lui semble pas avoir reçu de réponse à ce jour.

M. ROUSSET invite effectivement M. CASTAING à consulter les bilans des schémas départementaux et précise qu'ils sont de nature hétérogène avec des objectifs très différents d'un département à l'autre, ce qui renforce d'ailleurs l'intérêt d'avoir un schéma de niveau régional pour davantage de cohérence.

M. AVIGNON répond à M. CASTAING quant à la place prépondérante prise par la thématique biodiversité dans l'ensemble des dossiers qu'il instruit aujourd'hui (modifications, prolongations, extensions etc.). Dans les rapports de l'inspection des installations classées figure toujours un chapitre nourri sur la protection de la faune et de la flore. Sur la question de l'artificialisation, il précise que la réglementation impose la gestion des eaux autant pluviales que souterraines et que si les carrières sont consommatrices d'espace, elles ne favorisent pas l'imperméabilisation des sols. Elles ont une capacité d'acceptation des eaux météoriques remarquable, même supérieure à un terrain qui n'a pas été décapé. Il n'a jamais rencontré cette problématique sur une carrière (débordement, crue, déplacement de boues comme sur un champ agricole ...).

M. CAMART confirme que les textes et l'Unicem sont en phase sur la question de l'artificialisation, en précisant que pour la période 2021-2031, les carrières ne sont pas considérées comme consommatrice d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Au vu des discussions autour de ce sujet, il suggère que le schéma soit plus précis sur la formulation. Enfin, il demande s'il est possible d'annexer au compte-rendu de la CDNPS une note de l'Unicem reprenant l'ensemble des éléments développés par M. LABISSY et lui-même.

M. le sous-préfet accède à cette requête compte-tenu qu'il s'agit de points abordés au cours de la séance.

Les membres n'ayant pas d'autres remarques, M le sous-préfet propose de soumettre au vote de la CDNPS le projet de schéma régional des carrières :

Contre : 2 - Mme LACOURT (1 voix) et M. CASTAING (1 voix)

Abstention : 2 - M. KLOTZ (1 voix) et M. DURBE (1 voix)

Pour : 7 - M. GRENINGER (1 voix), M. AVIGNON (1 voix), Mme MAX (1 voix), M. DEPREZ (1 voix), M. LABISSY (1 voix) et M. CAMART (2 voix dont 1 mandat).

Après un **vote favorable à la majorité**, M. le sous-préfet lève la séance.


Pour le Préfet
et par délégation
Le Sous-préfet de St-Gaudens
Jean Philippe DARGENT

Annexes :

- diaporama présenté en séance du 6 octobre 2022
- Note Unicem Occitanie du 16 septembre 2022